

EUSKADI 1975





BILAN: EUSKADI 1975

11 nouvelles pétitions de peines de mort
16 basques assassinés, dont 8 militants de l'ETA.
63 bombes mises par la police franquiste
3617 basques arrêtés et torturés
326 millions de pesetas: Total des amendes
licenciements massifs incalculables

Cinq militants anti-fascistes, dont deux, *Txiki et Otaégui* étaient, de surcroît, des patriotes et des révolutionnaires basques, ont été fusillés, *en toute légalité franquiste*, par des pelotons d'exécution composés de volontaires de la police espagnole.

Pour tous ceux qui, il y a trente ans, réussirent au prix de tant de sacrifices à mettre fin aux horreurs du nazisme, il est impossible d'admettre que de pareilles horreurs puissent se reproduire et obliger d'autres hommes à reprendre les armes pour s'en délivrer. Et ceci, non point à l'autre extrémité de la planète, mais à nos portes: en Pays Basque et en Espagne.

On a vu alors le Peuple Basque se dresser d'un seul mouvement pour empêcher que ne se commettent ces cinq meurtres légaux; puis une fois, les cinq crimes perpétrés, pour clamer son indignation et proclamer encore une fois son irréductible opposition à un régime fondé sur l'oppression et la terreur. Dès le 28 Août, date du premier pro-

cès conclus par deux condamnations à mort, toute l'Euskadi se mit en grève. Plus de 250.000 travailleurs, étudiants, commerçants, employés descendirent dans la rue, défilant à travers villes et villages, malgré les tentatives de la garde civile de disperser leurs cortèges à coups de fusil. Un mort à Saint-Sébastien, grand nombre de blessés par balles, des centaines de détenus dont certains furent torturés, voir même défenestrés, des licenciements massifs d'ouvriers... tel fut le prix payé par notre peuple pour exprimer, tout au long du mois de Septembre, sa protestation.

Le point culminant de toutes ces manifestations fut atteint lors de l'office funèbre projeté pour le Mardi 30 Septembre en la cathédrale de Saint-Sébastien. Peu d'instants avant que ne débute la cérémonie, la police encercla l'église et interdit sa célébration. Un communiqué du gouverneur civil retransmis par radio menaça même d'arrestation immédiate l'évêque, s'il adoptait une attitude de participation spirituelle aux funérailles des

cinq fusillés. Les policiers chargèrent, jusqu'à douze fois en une heure; et comme ces charges empêchaient la formation de cortèges, les manifestants poursuivirent leur marche, isolément ou deux par deux. Les policiers formés en escouade de cinq hommes se mirent alors à frapper à l'aveuglette tous ceux qui se trouvaient sur leur passage. Le centre de Saint-Sébastien se transforma en un maëlstrom de manifestants et de policiers, où s'agitaient près de 40.000 personnes parmi lesquels un tout jeune enfant qui fut blessé par le ricochet d'une balle.

La solidarité internationale envers les condamnés à mort fut à la hauteur de ces protestations internes, exerçant sur le régime une pression qui ne cessa de croître au fil des jours et des semaines. A travers toute l'Europe, les masses se mobilisèrent si généreusement et si spontanément qu'il est impossible d'énumérer les manifestations, les motions, les articles et les prises de position qui surgi-

rent de partout à cette occasion. Jamais l'esprit de fraternité internationale n'avait atteint un pareil degré d'intensité, surtout après les cinq exécutions.

Face à cette mise au ban de l'Europe, le régime franquiste retranché sur ses positions habituelles en une tentative désespérée d'auto-défense ne sut trouver d'autre réponse que la plus irrationnelle forme de violence terroriste. Chaque fois, plus atteint dans ses oeuvres vives par la pugnacité du combat mené par le peuple basque et les autres peuples d'Espagne, abandonné par certains de ses partisans que la crainte de l'avenir a fait opter pour une légère évolution vers la démocratie, le régime ne trouve plus d'appui que dans les secteurs d'extrême-droite et dans les forces répressives. Le gouvernement commence, d'ailleurs, à ne plus contrôler totalement ces dernières: c'est ainsi qu'après l'exécution de trois gardes-civiles près d'Ofiate par un commando d'E.T.A.-militaire, un groupe de gardes-civiles, en civil, ont assassiné, en guise de représailles et pour leur propre compte, *Ignacio Etxabe* parce qu'il était le frère de deux réfugiés basques. Faute de cibles à portée de la main, la criminelle folie du franquisme essaie de frapper de terreur les familles de nos combattants et se termine, à Barcelonne, en un démentiel échange de coups de feu entre policiers, qui provoque la mort de cinq personnes dont trois passants.

En fait, on ne saurait comprendre l'ensemble de ces phénomènes, si l'on ne procède pas, d'abord, à une analyse du processus de décomposition de la dictature fasciste espagnole.

L'exécution de *Carrero-Blanco* par un comando d'E.T.A., a jeté à terre tout le système de sa propre succession imaginé par Franco. C'est alors que le nouveau président du Conseil, *Arias Navarro*, essaya de mettre fin à l'isolement dans lequel s'enfermait un régime aussi sclérosé que le franquisme, en tentant une percée inopinée vers une ouverture politique. Elle consistait, en fait, à retrouver une porte aux milieux semi-libéraux qui s'étaient progressivement écartés du système et à procéder à une certaine libéralisation concomitante de la presse; mais en même temps à durcir les mesures de répression à l'encontre des forces révolutionnaires, des combattants anti-fascistes les plus actifs et des patriotes socialistes basques. Cette politique à double face était imposée au régime par l'évidence que ni le système franquiste, ni la classe dont il défend les intérêts, ne paraissent en mesure d'endiguer la montée irrésistible des luttes populaires.

La politique d'*ouverturisme* n'était donc, en définitive, qu'une hasardeuse manoeuvre de circonstance. Et c'est la courageuse réplique du peuple basque qui a brisé net la tentative d'*Arias Navarro* de sauvegarder la continuité de l'actuel régime espagnol. En effet, le peuple basque a clairement démontré, au cours des grèves générales de Décembre 1974, lors de sa mobilisation spontanée contre l'état d'Exception et sa violente protestation contre les cinq condamnations à mort, qu'il était décidé à aller jusqu'au bout et que son combat ne s'arrête-

rait pas à quelques changements institutionnels, mais devait aboutir à la totale destruction de l'actuel régime et à la libération nationale et sociale de son pays.

Le système franquiste l'a parfaitement compris, qui jetant bas son masque a riposté, devant notre attitude résolue, par la terreur et la répression généralisées.

Nous affirmons que c'est bien la réplique basque qui a liquidé le pseudo *ouverturisme* d'*Arias Navarro*, ultime manoeuvre destinée à assurer la survie du régime actuel. Et nous tenons à répéter cela, parce qu'il est manifeste que c'est l'*Euskadi* qui marche à l'avant-garde des peuples de la péninsule en lutte contre le fascisme; parce que c'est l'*Euskadi* qui a tracé et continue de tracer la route à suivre en cette bataille; et parce que l'*Euskadi est le facteur déterminant du processus de liquidation du franquisme*.

En effet l'aspect le plus remarquable des luttes qui, au cours de ces mois, ont marqué l'histoire du peuple basque, est son indubitable *caractère national*. On a trop souvent tendance en Europe à oublier que l'Espagne est un état composé de peuples divers aux caractéristiques nationales bien affirmées: *Catalogne, Euskadi, Galice et Espagne* proprement dite. On oublie aussi que ce rassemblement de diverses nations en un seul et même état a été réalisé de force, sous un régime de centralisation basé justement sur l'oppression nationale des peuples basque catalan et galicien. Voilà pourquoi on ne peut expliquer l'extrême combativité révolutionnaire du peuple basque, si on ne tient compte, au delà de son antifascisme instinctif, de sa révolte innée contre l'opresseur national. C'est cette révolte qui est le fondement même de notre prise de conscience avec le droit à une langue et une culture particulières et par dessus tout le droit de déterminer librement notre destin. Telles sont les données fondamentales du problème basque, admises et reconnues par tous.

Cependant nous les patriotes révolutionnaires allons plus loin. Nous pensons qu'*Euskadi a le droit*, non seulement de choisir son propre destin à l'avenir, mais aussi d'exercer sa faculté d'autodétermination dans le déroulement même de son combat. Et nous sommes convaincus qu'il est justement en train de le faire. Nous pensons aussi que la *nation basque* ne sera jamais libre si elle demeure sous le joug du capitalisme. Voilà pourquoi nous préconisons, comme objectif à atteindre dans un second temps, la création d'un *Etat Socialiste basque, indépendant et réuni*. Oui, réuni, parce que l'*Euskadi* ne se limite pas seulement à sa partie occupée par l'état espagnol. *Euskadi* est aussi occupée par l'état français. Dotée d'une langue et d'une culture commune, notre patrie ne sera jamais libre si elle reste divisée.

La logique même de notre révolte contre nos oppresseurs nous a amené à prendre les armes, car cette forme de combat nous apparaît comme la plus directe et la plus efficace contre l'appareil et les forces répressives de l'état oppresseur. Mais nous savons aussi qu'elle provoque, en même temps, dans

notre peuple une exaltation de la conscience nationale.

Certains n'hésitent pas, cependant, tant en *Euskadi* qu'en Espagne ou en Europe, à présenter notre combat révolutionnaire comme autant d'actes de "terrorisme individuel". Cette vision est totalement erronée. Notre lutte armée n'a rien de terroriste, car elle ne s'attaque point aux gens, elle n'est nullement incontrôlée, elle vise des objectifs: les forces de répression, l'appareil de l'Etat et tous ceux qui les servent ou y appartiennent.

Les policiers ne son nullement en *Euskadi* des "serviteurs de l'ordre et de la loi", ce sont des mercenaires au service de l'oppression et de la tyrannie auxquelles nous, Basques, refusons de nous soumettre, comme refusaient de ses soumettre aux "marines" américains les paysans du Cambodge et du Vietnam. Et à l'instar de nos frères d'Asie, nous les chasserons de notre pays.

Aujourd'hui, les véritables terroristes, en *Euskadi*, sont justement ceux qui essaient de terroriser notre peuple, et non ceux qui s'opposent à leur sauvage besogne de disciples de la Gestapo.

C'est dans un pareil contexte que le régime fasciste se prépare à instruire de nouveaux procès, à réclamer de nouvelles peines de mort contre les militants d'E.T.A. Ces procès dont on annonçait l'ouverture comme imminente semblent aujourd'hui bénéficier de mesures de renvoi, voire même de changement de juridiction de caractère moins expéditif. Nous ignorons s'il s'agit en l'occurrence d'un pas en arrière des autorités face aux protestations du peuple basque et aux pressions internationales, ou si ce n'est, comme dans le cas de Tupa et Otaé-gui, que d'une manoeuvre subtile destinée à endormir notre vigilance. Nous ne tomberons pas dans ce piège.

La solidarité internationale a joué un rôle très important les semaines passées. Elle peut encore s'opposer à l'accomplissement de nouveaux crimes. Mais ces derniers ne sont pas des faits isolés. Ce que tous les démocrates doivent aujourd'hui réaliser, c'est l'union et la coordination de tous leurs efforts afin de provoquer les plus vite possible la chute de l'ultime dictature fasciste de ce continent, afin de soutenir par tous les moyens le combat du peuple basque et des autres peuples de l'état espagnol, et si possible de lutter directement à nos côtés.

Nul n'ignore l'importance que revêt le tourisme dans l'économie de l'état espagnol; et ce, au bénéfice quasi exclusif de quelques nantis du régime. Il faut qu'on prenne enfin conscience que "faire du tourisme" en Espagne c'est fournir des devises à nos assassins. Il faut que cesse cette forme de subvention au Crime.

Nous appelons tous les révolutionnaires et démocrates d'Europe à un boycott total et effectif de la dictature fasciste espagnole.

entrevue avec la mère de "Wilson"

Ces deniers jour ont dû être épuisants pour vous?

J'ai fait bien des voyages et j'ai parlé avec bien des gens... mais je ne suis pas fatiguée. Comment pourrais-je me fatiguer, alors qu'on essaie de tuer mon fils. Je n'ai pas autre chose à faire: parler, montrer la véritable image de celui qu'on veut faire passer pour un criminel. Même s'il ne reste qu'un rayon d'espoir, je poursuivrais ma tâche, en courant d'un endroit à l'autre.

Parlez-nous de votre fils.

Ecoutez: mon fils Iñaki n'est nullement un gosse de riche, comme certains l'ont prétendu. Nous sommes des travailleurs. Son père était originaire de Santander, de famille paysanne et travaillait la terre. Il fit la guerre dans le camp de la République et passa 4 années en prison. Puis il vint en Euskadi et commença à travailler dans un atelier. Aujourd'hui, c'est lui qui prend soin du bétail à la maison. Moi, j'ai travaillé toute ma vie.

J'ai entendu dire que vous étiez des émigrants.

Oui. En 1963 nous sommes partis pour Londres. Vous savez: nous avons cherché à améliorer notre niveau de vie, afin de donner à nos enfants des possibilités qu'ils ne pouvaient trouver ici. Iñaki, ses frères et sa soeur (car j'ai une fille et trois fils) ont travaillé et étudié en même temps. En fait, je suis persuadée que c'est l'existence si rude des ouvriers qui a poussé Iñaki à combattre l'injustice d'où qu'elle vienne. Plus tard, nos enfants ayant grandi, nous sommes retournés dans notre pays, voici deux ans.

Avez vous peur pour votre fils?

Oui. Je suis convaincue qu'ils veulent le tuer et je n'ai plus qu'un seul espoir. C'est que le peuple le sauve. Je voudrais remercier toutes les personnes et toutes les organisations internationales qui sont intervenus en sa faveur, mais je crois que, seules, elles ne pourraient empêcher sa condamnation. J'aime les idées qui me parlent d'un monde plus juste et meilleur. Mais je suis houlrelée d'angoisses: en tant que mère, je ne puis m'en défaire.

Que savez vous de votre fils?

Pas plus que vous n'en savez et que n'en publient les journaux. Nous n'avons jamais eu aucune communication officielle. Je sais à peine où il se trouve aujourd'hui. L'avocat que j'ai désigné à Barcelonne, sur les conseils de mon avocat de Madrid, rencontrera bientôt Iñaki. Alors je pourrais enfin parler avec lui.

Avez-vous demandé qu'on lui envoie un médecin?

Oui. Car Iñaki souffre d'un ulcère à l'estomac. La continuelle tension de son existence, accompagnée de tant risques, a provoqué cette grave maladie. Je voudrais que le médecin établisse un constant médical de cette infirmité et empêche ainsi que mon fils ne subisse un traitement barbare.

Qu'avez vous fait lorsqu'on vous a annoncé l'arrestation de votre fils?

Je suis parti à Madrid. Au matin, je me suis présentée à la "Puerta del Sol", à la Direction Générale de la Sécurité et personne n'a voulu me recevoir. Les policiers de garde voulaient me jeter dehors, mais comme je refusais de m'éloigner, ils se mirent à se moquer de moi, en me demandant si, par hasard je n'étais pas célibataire, et autres plaisanteries du même ordre. Comme je tenais serré, entre mes bras, du linge pour Iñaki, un policier me jeta, en riant: "Ton fils n'aura bientôt plus besoin de rien!"

Avez-vous pensé parfois que votre fils était mort?

Oui! Après la première nuit, je suis retournée à la "Puerta del Sol", mais le commissaire refusa de me recevoir, en manquant des horreurs contre mon fils. L'unique conversation que j'ai eue, fut avec une employée qui ne cessait de me répéter de m'en aller, "que mon fils était un assassin... que je devrais avoir honte... qu'un être tel que lui n'avait pas droit à l'existence..." A la fin, le commissaire me reçut, en me jetant à la figure des choses encore pires. Plus tard, ce fut le tour du juge. Quelles horreurs ne m'a-t-il pas dites sur Iñaki: "qu'il n'était qu'un scorpion et un assassin inné". J'écoutais tout, sans arriver à savoir si mon fils se trouvait à Madrid, à Barcelonne ou ailleurs.

Plus tard, avez-vous appris qu'il était encore vivant?

Oui, lorsqu'on s'efforça, par tous les moyens, de braquer l'opinion contre lui. On tentait de le présenter au public comme un criminel, comme un être dépourvu de tout sentiment, afin qu'on puisse faire admettre la sentence des juges, sans que nul n'y trouve à redire.

Est-ce que les activités de votre fils ont eu des répercussions sur la vie de votre famille?

Après l'exécution de Carrero Blanco, on nous a confisqué nos passeports. Je n'ai plus de relations normales avec mes enfants. Si je reçois quelques lettres, elles m'arrivent, toutes, ouvertes.



"WILSON"

(Iñaki Pérez Beotegui)

TEMOIGNAGES SUR L'EMPLOI DE LA TORTURE

(extraits du rapport publié par la mission d' "Amnesty International" en Espagne.

"Après 19 jours de torture et de détention, il fut impossible à son père de le reconnaître, tellement son fils avait été défiguré".

"...Il cassa sa jambe au cours de sa tentative de fuite. Ils le torturèrent en frappant sur sa jambe brisée. Il a déclaré que la douleur était horrible".

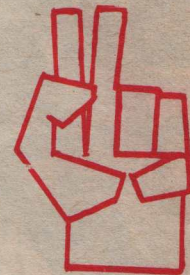
"Les coups durèrent sept jours et sept nuits. Ils braquaient un revolver entre mes deux yeux et pressaient sur la gachette... je préférerais mourir que de subir, à nouveau, pareil traitement".

"On rencontrait des gens couverts d'échymoses, leurs corps gonflés par les coups et on entendait crier et gémir à peu près continuellement. J'ai rencontré plus de 50 personnes portant des marques visibles de torture...J'ai vu des hommes dont le corps était noir, du cou aux talons..."

"Tout son corps était marqué de coups. Il ressemblait à un cadavre. La seule chose qu'il me dit, c'est que s'il avait un revolver, il se tuerait. Ils l'émmenèrent deux heures plus tard. Au bout d'une heure, ils le ramenèrent, lèvres fendues, la face aussi jaune que celle d'un homme mort... Nous l'aidâmes à aller jusqu'aux toilettes. Il urina du sang."

- Extrait des pages 17, 18, 19 et 20 de la brochure éditée en anglais, en Septembre 1975 par "Amnesty International Publications" (London).

TXIKI TXIKI TXIKI TXIKI



Juan Paredes Manot, "TXIKI", a été fusillé près d'un cimetière aux environs de Barcelonne, en présence de son avocat et de son frère.

Il refusa d'avoir les yeux bandés et fit face au peloton d'exécution, en chantant l'"Eusko Gudariak Gera". Mortellement atteint, mais encore vivant, il continua à chanter l'hymne de la résistance basque jusqu'à ce qu'un garde civil lui donne le coup de grâce. "Celui-ci ne tirera plus!" fut le seul commentaire du policier espagnol.

Avant de marcher au supplice, Txiki put faire passer ce dernier message écrit:

PHRASES DE LA MERE DE TXIKI

"Il faut faire quelque chose pour que ça s'arrête, sinon il va y voir d'autres morts. Les exécutions de samedi ne sont qu'une "expérience". Ils l'ont tué comme un chien, il faut que ce que je viens de vous dire soit connu de tous".

"Je suis la mère de Txiki, je demande au Peuple Basque et à vous tous de vous unir et de poursuivre la lutte. Ce sont les propres paroles de mon fils".

En 1970, le peuple basque avec l'aide du peuple espagnol, réussit à sauver les combattants d'ETA, condamnés à mort par le régime franquiste, tandis que la force des protestations internationales obligeait Franco à commuer les peines capitales de six révolutionnaires basques.

De nombreuses années ont suivi, toutes marquées par la répression et les souffrances du peuple basque, face au spectacle de tant de ses enfants tombés sous les balles de Franco. Notre combat ne s'en est pas moins poursuivi et se poursuivra jusqu'à ce que nous ayons atteint notre objectif: une Euskadi libre et socialiste, seule manière de mettre fin à l'exploitation de l'Homme par l'homme. La lutte sera longue, certes, mais notre peuple aura, en définitive, le dernier mot.

Avec les condamnations à mort de divers militants d'ETA, et d'autres camarades révolutionnaires, le régime franquiste revient au premier rang de l'actualité internationale. Il s'agit de condamnations prononcées de la manière la plus injuste, selon un scénario digne d'une comédie.

De nouveau, le combat du peuple basque, uni à la lutte finale des peuples du monde entier, occupe la place primordiale, qui était déjà la sienne en 1970.

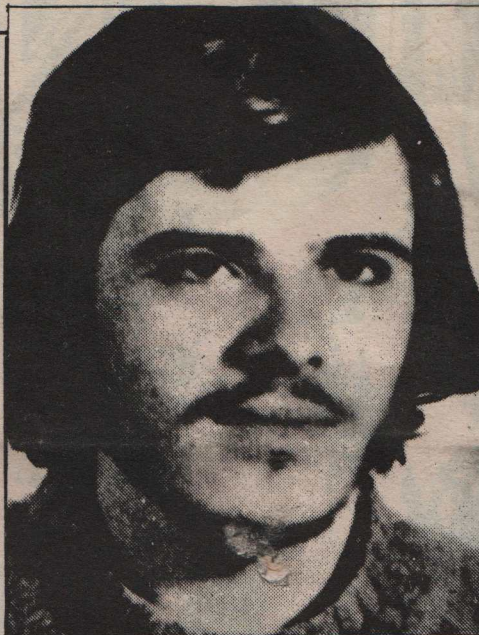
Je voudrais dans cette lettre dénoncer une fois de plus, l'oppression dont souffrent le peuple basque et tous les autres peuples soumis à l'état fasciste institué par le franquisme. Comment admettre qu'un groupe d'hommes sans scrupules puisse disposer librement de tout un peuple et tuer, par le truchement de ses forces de répression et de ses tribunaux, des militants révolutionnaires, sous le seul prétexte qu'ils luttent pour sa libération?

En définitive, c'est le peuple et la solidarité des peuples qui auront le dernier mot. J'en suis sûr.

J'aurais voulu que cette dernière lettre soit plus longue et plus détaillée, mais je dois m'arrêter, faute de papier et de temps.

VIVE LA SOLIDARITÉ DES PEUPLES DU MONDE ENTIER!

**PATRIA O MUERTE!
ASKATASUNA ALA HIL!**



Txiki reçut avec joie la visite de son avocat bien qu'il ne le connut pas. Il demanda, d'abord, des nouvelles concernant le déroulement de la lutte en Euskadi.

Puis il évoque ses souvenirs d'enfance, sa naissance à Zalama de la Serena, sa venue à Zarauz en Euskadi et son entrée à l'école publique où ses maîtres, fonctionnaires de l'état espagnol, lui conseillèrent d'éviter la fréquentation des fils de paysans, parce qu'ils parlaient mal le castillan, ou ne l'utilisaient pas hors de l'école.

Plus tard, à l'usine, il perçut plus directement encore, qu'à l'exploitation ouvrière dont étaient victimes ses camarades, s'ajoutait une constante et sourde persécution anti-basque: l'hostilité patente de la Garde civile ou de la police et le mépris affiché publiquement par les autorités (gouverneurs, alcaldes, présidents de Députation) à l'égard de tout ce qui était spécifiquement basque.

A 16 ans, Txiki entre à E.G.I., et en 1973, après la fusion entre les deux mouvements de résistance, à E.T.A. "Depuis lors, ajoutait-il, je me suis senti totalement adopté par le peuple basque; aussi bien par la jeunesse que par toute la classe ouvrière euskaldun. Car c'est un fait palpable qu'E.T.A. ouvre toutes grandes ses portes aux émigrés

et aux nouveaux venus en Euskadi. La meilleure preuve est que mon cas est loin d'être exceptionnel..." concluait Txiki.

Il souriait et faisait preuve d'une grande sérénité et d'une parfaite maîtrise de soi. Il commenta ainsi sans broncher: "Tenez, en ce moment ils doivent confirmer ma sentence de mort à Madrid" (C'était le jour du Conseil des ministres).

Il était visiblement heureux de pouvoir commenter les péripéties du combat qui se poursuivait en Euskadi. Comme, au moment de le quitter, nous lui lançions, pour dissimuler notre émotion: "Un jour, trinquerons-nous peut-être nos verres dans un bar de Zarauz!". Txiki nous répondit très calme: "ça vous le ferez avec d'autres. Pour moi c'est terminé. A vous de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire".

Le soir venu, les avocats, en apprenant la nouvelle de la confirmation de la peine capitale, envoyèrent une dernière pétition au Capitaine général de la région: "Tout en renouvelant notre protestation contre l'exécution de Juan Paredes Manot (Txiki), nous demandâmes qu'il ne soit pas étranglé au "garrot vil", cet instrument de torture digne du Moyen Age, mais fusillé comme un soldat, comme un GUDARI.